MIDI-PYRÉNÉES
HAUTE-GARONNE

TOULOUSE NORD PDC

SITE DE DEPOT
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Sud Solidaires éducation

52, rue Jacques Babinet
31100 TOULOUSE

@ sudeduc31@sudeducation.org

05 62 14 66 74

www.sudeduc31.org

n°135, 0,76€
Trimestriel

Le Journal

Juillet - Août - Septembre

Edito de rentrée

Début septembre 2020, première reprise des classes dans le fameux monde d'après. Que de changements pourrait-on croire ! Mais qu'en est-il réellement ? Un petit aperçu va vite nous faire déchanter. On semble vivre dans un pays champion dans le règne de l'exceptionnalité ; après plusieurs années d'état d'exception contre le terrorisme, nous voici arrivé.e.s dans l'état d'exception contre le virus, mais qui en pâtit réellement ? C'est nous !

Tout d'abord, un nouvel attribut vestimentaire a fait son apparition sur les visages de chacun.e ; autant barrière contre le virus que frein à la communication, le masque est partout. Maintenant, nous n'avons plus un.e prof qui fait classe à une classe surchargée, mais un.e prof masqué.e tentant, la gorge sèche et la voix étouffée, de rentrer en communication avec une trentaine d'élèves tout aussi masqué.e.s. Ce masque semble nous bailloner, nous museler, encore un peu plus, symbole d'une violence, d'un monde à faire taire.

Ensuite, la précarité, peut-être que le gouvernement a enfin compris l'utilité sociale des personnels de l'éducation et a choisi de les rémunérer à leur juste valeur ? Et bien non…

p.2 : Suite de l'édito
p.3 : Evaluations en seconde : c'est non !
p.4 : Modèle de lettre de refus des évaluations de CP
p.5 : Précarité : une gangrène à éradiquer
p.6 : Quand le lobby de l'enseignement numérique guette sa proie
p.7 : Fausse interview pour une histoire vraie...
p. 9 : Convocations abusives pour des militant.e.s syndicaux
p.10 : On nous asphyxie, on nous étouffe
p.11 : Les orphelin.e.s de la République

Solidaires Unitaire Démocratique CPPAP 0621S07934
Directeur de publication: Guillaume Ceugniez déposé le 25/09t/2020

Suite de l'édito

Plus d'un quart des personnels du plus gros employeur de France, l'Éducation Nationale, est précaire : des salaires parfois plus bas que le SMIC sur des contrats constamment menacés, des mois entiers sans aucun paiement, une pression hiérarchique constante et une absence de formation et de reconnaissance. Et bien évidemment, ces emplois précarisés touchent à 90 % les femmes…

Les facs maintenant. Où en sont ces formidables lieux de partage de savoirs, de sociabilisation et de construction politique ? La réponse semble être : fractionnés et renvoyés dans les chambres universitaires parfois insalubres derrière des écrans. Plusieurs universités ont fait le choix de s'allier avec des boîtes privées pour faire une transition numérique totalement absurde et déshumanisante.

Dans les quartiers populaires, les violences policières ne semblent toujours pas confinées mais à celles-ci s'ajoute une autre, symboliquement tout aussi violente : l'abandon de quartiers entiers par l'Education Nationale. Cette année, première rentrée où le collège Badiou de la Reynerie n'accueille aucun.e élève. Iels sont tou.te.s dispersé.e.s dans d'autres collèges au non de la sacro-sainte « mixité sociale ».

Ce monde d'après semble un peu déprimant, et ressemble au monde d'avant avec des masques en plus. Ça ne fait pas rêver ! Heureusement, la lutte continue et certaines victoires sont là pour nous redonner le sourire (on s'autorisera même à lever subrepticement nos masques pour afficher ce sourire qui sonne comme des victoires qu'on aimerait voir plus contagieuses encore que le Covid!)

Des profs dans le secondaire comme dans le primaire entament des luttes collectives pour s'opposer aux évaluations nationales dont l'absurdité le dispute au mépris de la liberté pédagogique. En éducation prioritaire, les collègues commencent à s'organiser pour regagner les concertations REP+ (loi Peillon de 2013) annulées pour manque de remplacement à cause du Covid... Nous soutenons ces luttes et les diffusons dans l'espoir qu'elles se propageront à un nombre toujours plus grand d'établissements.

Victoire aussi anti-hiérarchique ! Dans un collège du département, un collègue a gagné au TA contre le Rectorat ; son histoire vraie est racontée ici dans une fausse interview du "pot de terre contre le pot de fer".

Nous vous souhaitons une bonne rentrée 2020, riche en luttes collectives et en victoires pour que lorsque les masques tomberont enfin, soient affichés sur nos visages mille sourires !

Evaluations en seconde : c'est non !

Dans certains établissements comme au lycée Rive Gauche pour des profs de lettres, il y a déjà des oppositions aux évaluations de seconde !

Voici l'argumentaire que des collègues de SUD Education, enseignantes de français ont écrit :

L'équipe de Lettres s'oppose à la passation des évaluations de seconde en français. En effet,

• Après six mois sans école, l'urgence ne nous paraît pas d'évaluer les élèves mais de travailler avec eux : nous avons besoin de temps pour reprendre avec eux le chemin des apprentissages et nos heures avec eux ne doivent pas être gaspillées.

• Nous ne voulons pas remettre des élèves seuls devant un ordinateur : ce fut leur situation pendant des mois et à présent, il est grand temps de retrouver le cœur de l'école : apprendre ensemble de façon vivante

• Nous partageons ensuite deux constats du rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche sur les évaluations du second degré de juin 2020 : les difficultés techniques et d'organisation (immobilisation du parc informatique, complexité des codes d'accès, lourdeur d'organisation du planning) et surtout l'inutilité pédagogique de ces tests qui ne donnent lieu à aucune exploitation en classe

• Nous rappelons que nous savons évaluer nos élèves et adapter nos enseignements : c'est notre métier

• Notre travail est d'apprendre à réfléchir, comprendre, questionner, s'exprimer, non de nourrir des statistiques (pour d'inutiles comparaisons internationales…)

• Nous défendons une politique de l'apprentissage contre une politique de l'évaluation

Et pour finir, nous anticipons sur la conclusion de ce même rapport qui envisage la suppression des évaluations de seconde , en préférant utiliser les heures prévues pour les évaluations à une activité ô combien plus précieuse : écrire, lire de la littérature et réfléchir au monde dans lequel nos élèves grandissent.

Modèle de lettre de refus des évaluations de CP

La commission anti-hiérarchie de la fédération SUD Education propose un modèle de lettre pour exprimer le refus de faire passer les évaluations nationales :

Le ……..

A l'attention de M. / Mme l'IEN de la
……. ème circonscription,

Enseignant.e.s de l'école……., nous vous informons, en accord avec le communiqué intersyndical, que nous ne ferons pas passer les évaluations nationales de CP en cette rentrée. Nous tenons à vous en expliquer brièvement les motifs.

Cette rentrée, si particulière, ne nous semble pas propice à faire passer à nos élèves des évaluations nationales, standardisées, qui de plus entraînera un traitement et une analyse automatisés des résultats. Le confinement, qui a aggravé les inégalités, et malgré la bonne volonté des enseignant.e.s et des familles, nous savons que les enfants n'ont pas pu travailler de la même manière que ce qui aurait été fait en classe. Nous pensons donc que faire passer ces évaluations mettraient potentiellement en échec nos élèves, provoquant anxiété, perte de sens et démotivation. Nous préférons évaluer les compétences de début d'année de nos élèves par un suivi quotidien, personnalisé, avec nos propres activités comme support.

Selon l'étude de la DEPP d'avril 2020, 75% des enseignant.e.s estiment que ces évaluations ne font que confirmer les difficultés déjà repérées. En excluant toute remédiation issue des RASED, elles n'apportent aucune réponse pertinente aux besoins identifiés.

L'an dernier, les résultats, dont nous avons été totalement dépossédés, n'ont fait que confirmer les annonces du ministre Jean-Michel Blanquer au sujet des méthodes de lecture notamment. En tant que professionnel.le.s, nous utilisons la méthode d'apprentissage qui nous paraît la mieux adaptée pour nous et surtout pour nos élèves, tous et toutes différent.e.s d'un endroit à un autre. La liberté pédagogique n'est pas un vain mot.

Le temps de classe est précieux et nous préférons l'utiliser pour avancer dans les apprentissages, faire progresser nos élèves et que toute leur énergie ainsi que la nôtre soit orientée dans ce but.

Veuillez croire, Monsieur / Madame, en notre attachement à un service public d'éducation de qualité,

Signatures

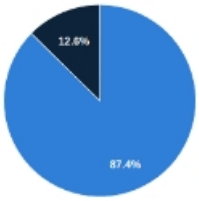
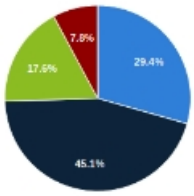
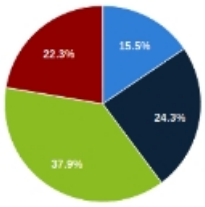
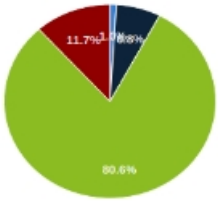
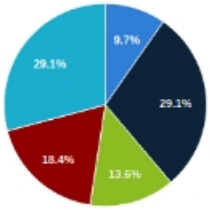
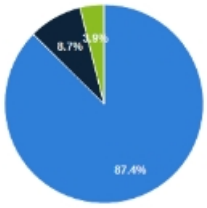
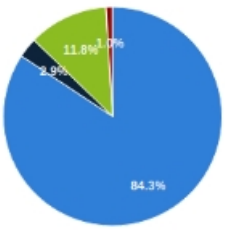
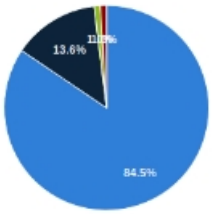
Précarité : une gangrène à éradiquer

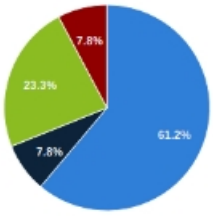
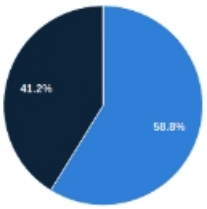
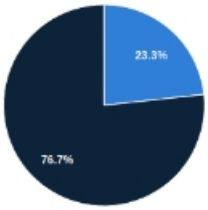
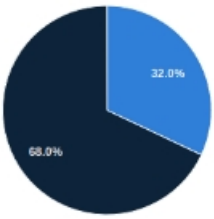
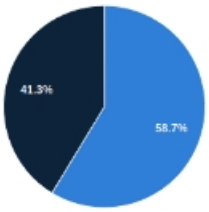
Pour rappel, l'an dernier nous avions décidé de lancer une campagne contre la précarité dans l'éducation nationale. Un questionnaire a été élaboré puis mis en ligne, histoire d'avoir un aperçu de ce que vivent au quotidien nos collègues en contrats précaires. 113 personnes ont répondu. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des résultats.

Et maintenant, qu'allons-nous faire de cette « matière » ? Nous envisageons de réunir celles et ceux qui ont bien voulu laisser leurs coordonnées pour élaborer collectivement un cahier de revendications. Une première rencontre aura lieu dans nos locaux le mercredi 18 novembre de 14h à 16h. Ouverte à toutes et tous : faites passer l'info ! Titulaires ou précaires, si la précarité vous fait penser à une vilaine gangrène à éradiquer, rejoignez nous. Le rectorat de Toulouse étant particulièrement maltraitant avec nos collègues en situation de précarité il serait bon que cette année il entende parler de nous…

Pour l'analyse complète des résultats, RDV sur notre site :

https://www.sudeduc31.org/articles-2019-2020/enquete-precarite-leducation-nationale-au-banc-des-accuses/

Tu es une femme / un homme 90 femmes 13 hommes		**Années d'ancienneté dans l'EN ?** 0 à 2 ans 30 2 à 5 ans 46 5 à 10 ans 18 + de 10 ans 8	
Tranche d'âge 20 à 30 ans 16 30 à 40 ans 25 40 à 50 ans 39 50 à 60 ans 23		**Quel est ton temps de travail hebdomadaire ?** < 10 h 1 de 10h à 20h 7 de 20h à 30h 81 + de 30 h 12	
Quel est ton niveau d'étude ? Brevet 10 Bac 30 Bac +2 14 Bac +3 19 Bac +4 ou plus 30		**Quel est le montant de ta rémunération mensuelle nette ?** de 500 à 1 000€ 90 de 1 001 à 1 500€ 9 de 1 501 à 2 000€ 4	
Quelle mission exerces-tu ? AESH 86 AED 3 Professeur-e 12 Agent administratif 1		**Comment qualifierais tu le montant de ton salaire ?** Insuffisant 87 à consolider 14 satisfaisant 1 très satisfaisant 1	

Quel type de contrat as tu signé ? CDD 63 CDI 8 AESH 24 Contractuel.le 8		**As tu été formé pour le poste que tu occupes ?** Oui 60 non 42 **Si oui, était-elle suffisante ?** Oui 17 non 56	 
Est ce ton premier contrat dans l'EN ? Oui 32 Non 68		**Souhaitez vous participer à l'élaboration d'un cahier revendicatif ?** Oui 54 non 38	

Quand le lobby de l'enseignement numérique guette sa proie...

Quelques infos des universités. La rentrée de septembre sera "hybride" dans de nombreuses facs, comme la Sorbonne ou le Mirail. Concrètement ça veut dire des TD en présentiel mais des cours magistraux (CM) en distanciel. Dans les facs de lettres entre autres les collègues sont très inquiets de voir le vieux rêve de l'université numérique passer en force grâce au prétexte sanitaire, alors même que le taux de décrochage a été énorme chez les étudiant.e.s (1/4 à 1/3 chez les L1). Une mobilisation nationale contre les réformes de l'université se prépare pour le 7 juillet.

A UT1, ça discute également des modalités de la rentrée. Quatre scénarios sont envisagés, allant du présentiel total au distanciel total en passant par une hybridation des deux et un confinement en cours de semestre. Pour l'instant, il semble que le présentiel sera le scénario privilégié s'il n'y a pas de 2ème vague d'épidémie. Mais dans l'éventualité inverse, les modalités d'enseignement à distance sont discutées en haut lieu.
Des "groupes de travail" se tiennent en visio (en fait ce sont des exposés des chefs) mais pour l'instant rien n'est clair, ils sont prudents dans leurs déclarations, mais plusieurs aspects sont à craindre :
- le distanciel ne fonctionne pas, une quantité d'étudiant·es vont décrocher/abandonner,
- problèmes classiques : inégalités d'accès au matériel, à une connexion, à un espace à soi,
- surcharge de travail pour les enseignant·es causée par un protocole très lourd, potentiellement accentuée par un recalcul qui pourrait s'avérer défavorable des heures d'enseignement à distance (combien d'heures-TD valent une heure à distance ?)
Rien n'est arrêté pour l'instant, mais déjà quelques collègues titulaires commencent à s'alarmer.
Concernant les examens, c'est la débandade. L'entreprise choisie par la fac pour en assurer l'organisation a commis plein d'erreurs et au moins une filière a décidé de mettre fin au contrat, alors qu'il reste les examens de session 2...

Dans certains lycées, la direction organise la rentrée en tablant sur 15 élèves dans la classe et 15 élèves qui suivent le même cours à distance pendant la partie de l'année où il pourrait y avoir des risques sanitaires et 30 par classe si tout va bien (adieu les dédoublements). Certains chefs d'établissement disent être contre mais parmi eux, il en est quand même qui achetent des caméras et les font tester…

En poussant le raisonnement, les élèves peuvent écouter ou lire des cours en ligne, faire des exercice en ligne, la machine peut corriger et chronométrer leurs réponses aux évaluations en ligne, mesurer et stocker leur temps de travail en ligne et fournir les données et conclusions aux employeurs en ligne.

Comme l'écrit un camarade, "on va se retrouver sur une assiette en faillance (virtuelle) parmi les métiers disparus, avec le maréchal ferrant, le porteur d'eau et l'ouvrier de chez Renault. Entre temps nous aurons opposé une résistance très minoritaire car les enseignant.es sont avant tout des "progressistes". Je propose donc une opposition joyeuse, moqueuse et centrée sur notre bon plaisir". Ca nous va tout à fait comme programme !

Fausse interview pour une histoire vraie...
... ou "quand le pot de terre l'emporte contre le pot de fer" !

En ce début d'été 2020, nous avons rencontré le "pot de terre" qui a bien voulu répondre à nos questions et nous raconter cette histoire quasi incroyable et pourtant bel et bien vraie !
Les faits remontent à 2017. Suite à sa demande de rapprochement de conjoint, et après vingt années de poste en université où il a rendu de bons et loyaux services, notre "pot de terre", adjoint administratif de Catégorie C, a le bonheur de se voir nommé dans un petit collège près de son domicile.

La rédaction : Peux-tu nous dire comment s'est passée ton arrivée dans ce collège ?

"Le pot de terre" : *« Tout a commencé comme dans un rêve. Les enseignants, les élèves, les collègues, l'ambiance, tout y était tellement plus chaleureux et moins guindé qu'à l'université. Je me suis adapté en un clin d'œil, et ai été adopté aussitôt. La Principale était quelqu'un de très craint, très impressionnante, imposante, austère, ne supportant aucune réticence à son autorité. Pourtant nous avons d'emblée formé une très bonne équipe ».*

La rédaction : Que s'est-il passé ensuite pour que vos relations se détériorent ?

"Le pot de terre" : *« Bien sûr quelques indices auraient dû m'alerter dès le départ. Pour commencer, si le poste était libre, c'est que l'agent qui m'avait précédé sur le poste avait quitté avec grand fracas le collège au bout de 6 mois, pour cause de conflit avec la direction. Bon, un désaccord, ça peut arriver partout. Mais au fil des jours j'ai découvert ce que tout le monde savait déjà : la Principale avait eu les honneurs de la presse locale à cause de ses frasques dans son collège précédent. Et elle recommençait ici. »*

La rédaction : Tu nous as parlé de conflits récurrents entre la direction et les usagers, du nombre anormalement élevé de sanctions et de conseils de discipline, de la grande quantité d'élèves en situation de mal-être, ou encore des nombreuses plaintes des familles au Rectorat ou en gendarmerie par exemple. Tu peux nous donner quelques exemples ?

"Le pot de terre" : *« Eh bien par exemple on m'a obligé à "truquer" les résultats des élections du Conseil d'Administration ! Le secondaire était un univers que je découvrais, et au début tout cela ne m'a pas semblé très inquiétant, surtout que mes relations avec la direction étaient bonnes malgré tout. Mais certains faits ont eu de plus en plus de mal à passer. En tant qu'agent j'étais dans les coulisses, et combien de fois ai-je été saisi de malaise en assistant à des scènes choquantes. Les brimades et réprimandes déplacées envers le personnel, le dénigrement systématique des enseignant.es, les disputes théâtrales avec les familles… tout ça c'était déjà beaucoup mais ça pouvait encore passer. Par contre la privation de cantine, les violences physiques et psychologiques envers les élèves, des enfants de 11 à 15 ans – tout juste l'âge des miens – étaient intolérables. Au bout de six mois, je n'en pouvais plus. J'étais tiraillé dans un conflit de loyauté : obéir à ma hiérarchie et couvrir ses comportements inappropriés, ou signaler les faits comme tout fonctionnaire en a l'obligation ? »*

La rédaction : Qu'as-tu fait alors ?

"Le pot de terre" : *« J'ai voulu partir et j'ai participé à la campagne de mutations. Mais pour participer à ce mouvement, la signature du supérieur hiérarchique est nécessaire. Quand j'ai soumis mon formulaire à la Principale, j'ai cru qu'elle allait faire un malaise. Elle ne s'y attendait pas. Elle m'en a demandé la raison. J'ai simplement répondu que les méthodes du collège n'étaient pas en adéquation avec mes valeurs. Elle en a eu le souffle coupé. Ce fut le début de la fin. Elle a d'abord passé 3 jours sans m'adresser la parole. Puis quand elle a recommencé à me parler, ça a été pour me "pourrir la vie". Réponses sèches, ordres contradictoires, menaces, hurlements hystériques et reproches injustifiés. Ma vie au collège est devenue un enfer. J'ai bien envoyé un email à la Division du Personnel du Rectorat, un appel au secours : il est resté simplement sans réponse. »*

La rédaction : Comment as-tu fait pour te sortir de cet engrenage ?

"Le pot de terre" : *« Eh bien un jour, il y a eu "le clash de trop", le vase qui déborde, et le point de non-retour a été franchi. Je suis rentré chez moi, incapable de remettre les pieds au collège. J'ai pris rendez-vous avec mon docteur, et lorsque je lui ai raconté ce que je vivais il m'a immédiatement mis en arrêt ».*

La rédaction : Que s'est-il passé ensuite ?

"Le pot de terre" : *"Cet arrêt de travail marque le début d'un long combat, sur deux fronts à la fois : combat judiciaire d'abord, parce qu'en tant que témoin j'ai fait un signalement au Procureur, dépôt soutenu par une trentaine de parents d'élèves, personnels et enseignants victimes de la Principale. Et combat administratif ensuite, parce que le Rectorat non seulement ne m'a pas accordé la mutation demandée mais il m'a poursuivi en procédure disciplinaire pour « déloyauté envers ma hiérarchie » !!!*

La rédaction : Comment as-tu fait pour mener ce double combat ?

"Le pot de terre" : *"J'ai eu l'idée d'appeler les syndicats au secours. J'ai rédigé un rapport sur tout ce que j'avais vu en 6 mois de poste, et je l'ai d'abord envoyé à SUD Education 31 et la CGT Educ'action 31. Devant l'ampleur de mon témoignage, une intersyndicale composée de cinq syndicats différents s'est aussitôt formée pour assurer ma défense. Beaucoup de bruits couraient sur le collège depuis l'arrivée de cette Principale, là il y avait enfin du concret. Alors des audiences avec la Division du Personnel ont été sollicitées, et une délégation rectorale demandée également, afin que je ne sois pas réexpédié dans ce même collège à la rentrée. J'ai aussi pris conseil auprès d'un avocat spécialisé en droit administratif. Ça me paraissait indispensable".*

La rédaction : Comment l'avocat et les syndicats t'ont-ils aidé ?

"Le pot de terre" : *« Lors du premier rendez-vous, l'avocat m'a expliqué que le Rectorat avait un devoir de protection fonctionnelle envers ses agents en difficulté. Et que s'il ne remplissait pas son devoir il se mettait en tort. Or le Rectorat s'est contenté d'accorder la protection fonctionnelle... à la Principale. Qui a été maintenue à son poste sans être inquiétée le moins du monde. Quant à moi, j'ai été placé par le Rectorat en arrêt de travail forcé. Ils m'ont fait passer une expertise psychiatrique – qui a heureusement débouché sur une imputabilité de l'arrêt au service. Je suis resté chez moi six longs mois, à attendre chaque jour une éventuelle nouvelle affectation. C'est long, six mois. Alors, avec mon avocat nous avons décidé d'attaquer le Rectorat au Tribunal Administratif. Mais voilà, un avocat ça a un coût. Il demandait 2500 euros tout de suite, et un complément plus tard selon la tournure que prendraient les évènements. Et à nouveau les syndicats m'ont été d'un secours inestimable : Sud Education m'a remis un chèque couvrant les premiers frais. Sans eux, jamais je n'aurais pu faire face. »*

La rédaction : Comment s'est soldée cette affaire incroyable ?

"Le pot de terre" : *"Au bout de six mois, le Rectorat a fini par me placer en surnombre dans un lycée, puis dans un autre. Le Tribunal Administratif a mis plus d'un an à convoquer une audience, mais quand enfin celle-ci a enfin eu lieu, et que j'ai pu témoigner de mes mésaventures. Le verdict a été sans appel : le Rectorat a été reconnu coupable de manquement à son devoir de protection, et condamné à me verser des dommages et intérêts ! Aujourd'hui mon poste en lycée est en voie de pérennisation."*

La rédaction : Quelles conclusions tires-tu de tout ça ?

"Le pot de terre" : *« Nous sommes nombreux à connaitre, à un moment ou un autre de notre carrière, un conflit avec notre hiérarchie. Nous sommes souvent isolés, et démunis. Et nous baissons les bras parce que nous pensons que le combat est perdu d'avance. Je suis là pour dire que non, le Rectorat n'est pas intouchable. Le tout est de trouver la force de parler, d'appeler à l'aide, et de s'entourer des syndicats qui ont l'expérience des conflits. Ensemble, nous pouvons faire fléchir l'Institution lorsqu'elle est dans son tort. Et le pot de terre peut gagner face au pot de fer !».*

Convocations abusives pour des militant.e.s syndicaux

Sept personnes, dont cinq pour garde à vue, sont convoquées lundi 21 septembre à 10h, pour des faits supposés avoir été commis, le 9 février 2020, lors d'une diffusion de tracts du RN, parti qui véhicule des idées xénophobes, sexistes, homophobes..., sur un marché toulousain dans le cadre des élections municipales.

Des camarades de la CGT Educ'action 31, la CNT 31 et de SUD Education 31-65 voient leurs vies bouleversées, cinq d'entre eux ne pourront être devant leurs élèves ce(s) jour(s) là.

Alors que les faits supposés relèvent d'il y a sept mois, elles et ils ont reçu leur convocation seulement quatre jours avant leur garde à vue. Aucun contrôle d'identité n'ayant eu lieu ce jour-là, comment ils/elles ont pu être incriminé.e.s ?

Dans le contexte actuel, est-ce la priorité de l'Etat de donner suites à des allégations du RN ?

Toutes les occasions sont saisies pour tenter d'intimider des militant.es syndicaux !

Les organisations signataires appellent à un rassemblement devant le commissariat central (métro canal du midi), lundi 21/09 à 12h, pour exiger la libération immédiate des gardé.e.s à vues et l'abandon de toutes poursuites.

Premières signataires : CGT Educ'Action 31, Act up Sud Ouest, BAF, UD CNT 31, CNT Santé Social Education 31, CSR 31, DAL 31, Ensemble 31, Eunomia, groupe Libertad de la FA ,FNEC FP FO 31, SNUDI FO 31, FSU 31, JS 31, NPA 31, PG 31, Secours Rouge Toulouse, US Solidaires 31, Sud Education 31, Sud Santé Sociaux 31, UAT, UET

On nous asphyxie, on nous étouffe

Témoignage personnel d'une camarade de SUD Education 31-65

Je me rappelle de l'hiver dernier, le premier mouvement de grève auquel j'ai participé. Allez, me suis-je dit, 4 ans de bons et loyaux services de contractuelle, tu dois pouvoir te payer une journée de grève sans te faire virer.

Alors j'ai franchi le pas. Je me suis rendue à quelques manifestations, quelques AG... Dans le fond, cette réforme des retraites ne me touchait pas beaucoup, j'ai 30 ans, je ne me projette pas encore aussi loin dans ma carrière, et comme j'ai plutôt tendance à enchaîner les petits boulots, c'est déjà assez mal barré pour moi...

Mais je ressentais tout de même une sorte de colère sourde, contre la casse du système social, contre ce gouvernement ultra-capitaliste qui ne fait que prendre, selon moi, des décisions qui vont contre le bon sens.

Aujourd'hui, en septembre 2020, ma colère n'est plus sourde, elle m'habite toute entière. Cette vague hygiéniste a ôté la paix de mon quotidien.

Je trouve cette dictature du masque bien pire encore que tout. Respirer, c'est vivre, comment pouvez-vous contraindre cette fonction essentielle du corps humain ?

Le dimanche matin, dans un très grand parc aux extrémités de Toulouse, je ne peux plus regarder ma fille jouer sans me sentir délinquante. Car NON, je ne porterai pas le masque dans ces moments qui sont finalement les plus beaux. Sentir la fraîcheur matinale à travers mes narines pendant que ma fille court autour du tourniquet, loin des écrans, ce sont les petits plaisirs qui rendent supportable notre séjour sur Terre. Il n'y a pas une maman à moins de 10 mètres de moi et pas plus de 3 enfants, quel est le bien fondé de cette règle ?

Je ne l'ai pas senti venir, nous avons glissé, petit à petit, je me posais quelques questions peut-être sans trop y penser, et puis voilà que je me réveille tous le matins dans un État policier. Je n'ai plus le droit de respirer l'air du matin, plus le droit d'aller chercher ma fille à pied, d'un pas alerte, sans respirer l'air vicié que mon corps avait rejeté.

Vous nous empoisonnez la vie et le cerveau : devoir marcher et vivre masquée dans la rue, c'est pour ce qui me concerne le pire événement émanant d'une décision politique qui me soit arrivé.

* * * * *

Je voudrais évoquer encore une fois l'hiver dernier. Encore une fois au jardin d'enfants...

Je me rappelle de ce mercredi, à Compans Caffarelli. Nous voulions juste passer un bon moment et prendre l'air... Les effluves des bombes lacrymogènes arrivaient jusqu'à nous et plusieurs parents avaient décidé de partir.

Oui, déjà l'hiver dernier on pouvait ressentir les premières dérives. Toutes ces violences policières m'avaient terriblement choquée... mais il faut préciser qu'elles étaient ponctuelles et visaient un public précis.

Aujourd'hui nous sommes tous visés et nos enfants grandissent dans cet univers angoissant.

Je n'arrive pas à y croire.

Personne ne se rebelle. Personne ne dit rien.

Cette semaine j'ai donné mon premier cours avec un masque ce fut une réelle souffrance

Nous subissons une terrible atteinte aux libertés, qu'attendons-nous pour hausser le ton ?

Les orphelin.e.s de la République

Une maison vide.
Un quartier endeuillé.
Des enfants abandonnés.

01 Septembre 2020. Jour de rentrée scolaire, presque partout.

Pour des milliers d'enfants et d'adultes, le fracas de la *rentrée* – le mot évoque à la fois le commencement et le retour. Un bruit de papier froissé, une odeur de livre neuf, un ciel d'automne, nostalgie et inquiétude mêlées.

Pour des milliers d'enfants et d'adultes, la crainte de ces nouveaux groupes qu'il faudra intégrer, de ces nouveaux visages à demi dissimulés qu'il faudra deviner. Pour s'adapter à ces drôles de rapports sociaux, à la fois conformistes, presque militaires en leurs subdivisions, mais aussi passionnants d'adolescence, que sont les relations au sein d'un établissement scolaire. Défi et hiérarchie, uniformité et subversion, complexité de cet état dans l'état.

Pour des milliers d'enfants et d'adultes, en ce premier septembre, déjà, la joie et l'ennui, l'excitation et le rejet, comme une nouvelle paire de chaussures : on rentre dedans mais ça serre un peu, ça coince, ça grince, mais quand même, c'est canon.

Mais pour des centaines d'enfants et d'adultes, c'est autre chose.
Un vide.
Une absence.
Un creux : le cratère laissé par la destruction du collège Raymond Badiou, au centre de la Reynerie. Aujourd'hui vidé de ses élèves, le lieu est debout mais hanté par le spectre de la belle bataille que nous avons menée pour le sauver.

Au nom de la « mixité sociale », des bureaucrates encravatés se sont saisis un jour d'une carte poussiéreuse de Toulouse. Ils ont lu des statistiques myopes et ont entouré de rouge le quartier du Mirail.

En bas de page, ils ont écrit leur légende : « pauvre », « immigration », « émeutes », « drogue », « ghetto »[1]. Ils n'ont pas écouté les voix du Mirail, parce qu'elles parlaient une autre langue, parce qu'elles employaient des mots qu'ils ne voulaient pas entendre : « convivialité », « autorégulation », « famille », « engagement », « jeunesse », « énergie », « invention », « humour ».
Puis ils ont pris une autre loupe, au verre encore plus déformant, et sur l'espace du Mirail, ont hachuré une petite zone, la Reynerie : un quart d'heure du centre-ville, un joli lac, un château. Vinci saurait quoi faire d'un tel espace. Malheureusement, outre ces indéniables atouts, ils voient aussi des milliers d'habitants, des écoles, des logements sociaux. Un collège. Observant les profils de ces empêcheurs de gentrifier en rond, ils ont aplati au marqueur fluo la multiplicité des identités, et ont fait des *power point* pour illustrer leurs « catégories socio-professionnelles », leurs « revenus », mais aussi leur religion et leur « ethnicité »[2]. En regardant par-dessus leur épaule pour s'assurer que sous les euphémismes de la République, personne n'entende la vérité des sous-titres : la classe sociale et la race. Et de ces données aux prétentions objectives ils ont tiré un diagnostic : « bombe à retardement »[3].
Alors le sens du devoir a soufflé dans leurs poitrines arrogantes, et le feu sacré des états-majors, ceux qui envoient les autres au front, a rosi leurs peaux blanches. *Il fallait détruire Raymond Badiou.*

Premier septembre 2020, pour des milliers d'enfants et d'adultes, rentrée masquée, la peur de se mélanger, la « distanciation sociale », le retour au local, à la proximité.
Mais pour des centaines d'enfants, ceux de la Reynerie, l'idéologie libérale, bourgeoise, islamophobe, en a décidé autrement : les bureaucrates du centre-ville ont passé des années à chanter les louanges du mélange, à vendre les avantages de la diversité sociale, à marteler à des parents en lutte qu'ils ne savaient pas ce qui était bon pour leurs propres enfants, et à des profs volontaires que leur engagement et leur connaissance du quartier n'avait aucun sens. A prétendre que grâce à une contamination magique, les enfants de la Reynerie bénéficieraient du capital social et culturel des rejetons blancs de la bourgeoisie toulousaine par le simple fait d'être assis à côté d'eux en classe – par capillarité.

Alors pour ces centaines d'enfants, qui l'an dernier encore n'auraient eu qu'à descendre les escaliers de chez eux, marcher trois minutes, déposer les plus petits en passant, et retrouver, plus qu'un collège, une communauté, qui les connaît, les respecte et, oui, les aime ; et bien au lieu de cela, il s'agit aujourd'hui de se lever plus tôt, se masquer, traverser la ville en bus, débarquer dans un établissement « privilégié »[4], et se rapprocher, un peu mais pas trop (*la distanciation sociale* prenant un tout autre sens) des enfants des classes supérieures.

Altérisés, exotisés, diabolisés par les pouvoirs publics censés subvenir à leurs besoins, en ce premier septembre 2020, les enfants de la Reynerie sont des orphelin.e.s de la République.

[1, 2, 3, 4] : Les mots ont été employés par les représentants du Conseil Départemental de la Haute-Garonne, à la tête du projet de destruction des collèges Raymond Badiou et Bellefontaine.